

{play}mp3/InterviewBaum16012012.mp3{/play}

Par Ingrid Kuhn

Traduction vers le français : Ingrid Kuhn

Outre l'influence inéluctable de l'Internet sur la sphère de la communication, des médias, de l'industrie de la musique et du cinéma ou encore celle de la presse écrite qui, face au colosse de la toile, se voit soumise au danger de devenir peu à peu une espèce en voie de disparition ; la révolution digitale fait son entrée sur la scène politique, avec la fondation du Parti Pirate. Le parti pirate doit sa naissance non pas à la fusion ou encore moins à la séparation de partis existants mais bien à ce tournant du XXIème siècle marqué par la révolution digitale; cette dernière engendrant, au sein du peuple des internautes, la frustration de la non-représentation de leurs besoins et de leurs droits. Les suédois, pionniers en matière de téléchargement, s'insurgent contre une justice rendant tout à coup une bonne partie de la population criminelle et fondent ainsi le *pirat partiet* en 2006. C'est dans le contexte de la mise en place de la directive européenne IPRED et de la sentence levée contre The Pirate Bay que le parti pirate suédois recueillant aux élections européennes 7,13% fit son entrée au parlement européen en 2009. Dans une chaîne de causes à effets similaire, le parti pirate allemand, fondé en 2006, entérine en 2009 lors des élections au Landtag 13796 voix dans le Land de Hessen, soit le double de l'année précédente. Les élections de 2011 couronnent le parti pirate d'un nouveau succès, recueillant à Berlin 8,9% des voix, le parti entre alors pour la première fois à la chambre des députés à Berlin. C'est dans l'enceinte de ces lieux, empreints d'histoire, que l'interview ci-dessous a été menée avec Andreas Baum, président de la fraction pirate à Berlin.

Bonjour. Le parti pirate a remporté beaucoup de succès lors des élections. Comment expliquez-vous ce succès ?

Il y a manifestement un grand nombre de gens à Berlin qui ne se sentent plus suffisamment

représentés par les partis et fractions habituels. Nous avons bien sûr aussi abordé des thèmes dont les autres partis ne tiennent pas compte. Mais au-delà de cela, des choses comme la transparence en politique ou la traçabilité sont des éléments que les citoyens n'ont pas retrouvés chez les autres partis.

Le parti pirate n'est-il pas plus proche d'un parti en particulier ?

Non, cela diffère selon chaque position. Le parti pirate n'est pas uniquement un autre parti brandissant un drapeau d'une autre couleur.

En ce qui concerne l'organisation du parti, que pouvez-vous me dire, par exemple, sur le processus de prise de décision ?

Oui, l'organisation de notre parti diffère totalement des autres partis. Chez nous, chaque membre a beaucoup plus de potentiel d'influer directement sur les décisions. Il y a la possibilité d'utiliser Liquid Feedback.

Oui, pouvez-vous m'expliquer justement ce qu'est exactement Liquid Feedback ?

C'est une offre que l'on propose sur Internet. En principe, il s'agit d'un programme, un site web, que l'on peut se représenter comme un forum. Il n'y a toutefois pas la possibilité d'écrire des commentaires ou de répondre mais uniquement la possibilité de soumettre des propositions constructives et d'évaluer les propositions existantes.

Qui évalue donc ces propositions ?

Les membres. Chaque membre a accès au programme et pour ainsi dire une voix. On obtient à la fin, une hiérarchie de propositions avec en somme, un vainqueur potentiel ainsi qu'un perdant. Ne pouvant pas maîtriser tous les domaines ou ne voulant pas se pencher sur tous les sujets, la particularité de ce programme consiste aussi dans le fait de pouvoir donner sa voix

à quelqu'un ; tout comme dans une démocratie parlementaire, où l'on choisit un député qui nous représente. Une autre particularité est que tout se passe en temps réel, c'est-à-dire, que si j'ai le sentiment que celui à qui j'ai attribué ma voix, ne me représente plus ou vote ou se conduit différemment de mes attentes, je peux alors à tout moment lui retirer ma voix.

Le nombre croissant d'adhérents n'entrave-t-il pas alors le bon fonctionnement d'un tel processus de décision ?

Non, parce que cela ne dépend pas du nombre de participants. Si une proposition est valable, elle pourra recueillir par exemple 80% des voix et que ces 80% représentent 100 ou 10 000 votants, cela n'a pas d'importance. Le système est conçu pour recueillir un maximum d'avis pour permettre de trouver des positions communes sur une multitude de sujets.

Quand cela se passe-t-il exactement ? C'est en ligne, c'est un forum, dites-vous.

Oui, plus ou moins. C'est une page web, sur laquelle on peut se connecter. Une proposition sera seulement prise en compte lorsqu'elle aura obtenu un certain nombre de votes. Cela signifie que les propositions dénuées de sens qui n'obtiennent pas un suffrage suffisant, ne franchissent même pas la prochaine étape permettant un vote final. Le quorum se situe chez nous à 5%. Cela signifie que 5% des participants doivent approuver une proposition afin d'accéder aux prochaines étapes du processus de décision.

Et ensuite, les membres de la fraction se réunissent afin d'évaluer les propositions sortantes ? Combien de fois s'organisent ce genre de réunions ?

L'évaluation s'opère en ligne avec l'aide de tous les participants et ainsi nous obtenons un résultat final. Les députés de la fraction, ici à la chambre des députés, peuvent ensuite en prendre connaissance. Certains députés y sont par ailleurs obligés et évaluent donc, chacun pour soi en principe, les propositions sortantes. Naturellement, un débat sur la matière a lieu lors des réunions de la fraction et nous votons alors en plénum. Il n'y a donc pas de mécanisme strict à proprement parler, garantissant aux décisions prises en ligne un aboutissement au parlement. Néanmoins, cela constitue une base utile sur laquelle nous pouvons nous reposer lors des prises de décisions.

Il y a beaucoup de partis pirates en Europe et dans le monde entier. Êtes-vous en contact avec ces autres partis ?

Oui, bien que nous désirons le consolider davantage. Il y a également le Parti Pirate International dont nous sommes adhérents. Toutefois, l'échange tel qu'il se présente aujourd'hui ne remplit pas encore nos attentes.

Êtes-vous par exemple en contact avec le parti pirate en France ?

Eh bien, moi personnellement non ; cependant, il y a bien des membres au sein du Parti Pirate allemand qui s'engagent sur la scène internationale et ont des échanges fréquents avec les autres partis pirates.

Sebastian Nerz a fait part aux journalistes lors de la conférence de presse du gouvernement fédéral que la crise de l'euro ou encore l'engagement en Afghanistan, sont des questions totalement insignifiantes pour les objectifs et contenus du parti pirate. Partagez-vous cette opinion ?

Eh bien, je n'ai pas eu connaissance du fait qu'il aie dit cela là-bas. Je n'y étais pas et par conséquent, je ne peux pas vraiment porter de jugement sur la question mais à ma connaissance, il a déclaré que nous n'avions pas encore pris position. Et bien sûr, tout ce qui se passe autour de Berlin, et donc en Allemagne et en Europe, est important et a un certain retentissement sur Berlin. En d'autres termes, les décisions prises à Bruxelles, au parlement européen ou à la commission européenne ont naturellement des répercussions sur nous, ici, à Berlin. Cela signifie donc que nous traitons ces sujets. Là où nous nous distinguons des autres partis, c'est que les recettes miracles nous inspirent peu confiance. Les pirates se penchent plutôt sur les causes et examinent quelles sont les difficultés à l'origine du problème, afin de pouvoir surmonter la crise de l'euro et d'assurer à l'euro un bel avenir.

Vous traitez donc de ces sujets mais ne disposez d'aucune réponse concrète ?

En ce qui concerne concrètement la crise de l'euro, nous voulons examiner le sujet de manière plus approfondie. Ce thème est très complexe et nous avons tout simplement besoin de temps afin de comprendre le contexte, les diverses corrélations, afin d'être dans la capacité de donner une réponse qui ne sera pas réfutable le surlendemain. C'est donc un sujet sur lequel nous portons notre attention et auquel nous accorderons encore davantage d'intérêt à l'avenir.

Le revenu minimum inconditionnel est-il à présent encore d'actualité ?

Ce thème est dans tous les cas encore d'actualité parce qu'il aborde sous un autre angle des questions telles que l'emploi ou l'objectif du plein emploi, la question du nombre d'emplois mais aussi la question sociale en général. Quelle valeur doit être accordée au travail fourni par les femmes au foyer mais aussi par les hommes au foyer qui deviennent notamment de plus en plus nombreux ? Toutes ces questions sont liées au revenu minimum inconditionnel, but lointain qui est cher au parti pirate et qui nous semble très prometteur.

Comment comptez-vous concrètement mettre cette idée en place ?

Tout simplement en calculant et en examinant quels modèles doivent être remis en questions. Ce n'est pas complètement utopique. Nous remarquons également que nombre d'autres partis traitent d'ailleurs le sujet avec davantage de sérieux. La finançabilité, quant à elle, sera plus tangible dès lors que sera pris en considération le nombre de personnes vivant d'ores et déjà grâce aux subventions de l'état. La redistribution est déjà effectuée à grande échelle et celle-ci doit être encore condensée et simplifiée afin de garantir à tout le monde un traitement égal et d'éviter un traitement au cas par cas fastidieux.

Klaus Wowereit a récemment promis le Wifi gratuit à Berlin. Quelle est votre position à l'égard de cette décision ?

Je me réjouis lorsque cela arrivera. Je ne peux toutefois m'empêcher d'avoir une once de scepticisme quant à la façon dont cela devrait s'effectuer. Tout d'abord, on nous annonce que cela s'étend au niveau national ; comme cela est inscrit dans le traité de coalition. Ensuite, on lit dans les journaux que la mise en place du wifi se réduit aux zones du „Sbahn Ring“ et enfin uniquement de façon ponctuelle. Nous nous retrouvons d'une façon ou d'une autre au point de départ. Mais la question est la suivante : veut-on seulement continuer d'élargir le rayon de

distribution d'une telle offre ? Dans quelles voies va-t-on concrètement s'engager ? Cela n'a pas encore été clarifié. Et précisément sur ce sujet, nous avons par ailleurs, des propositions très concrètes et qui ne coûteraient presque rien au Land Berlin. Les surfaces des toits des bâtiments publics pourraient par exemple, être mises à disposition. Nombreux sont les intéressés qui s'y attellent d'ores et déjà. Cette initiative citoyenne ayant pour but de mettre en place de façon décentralisée un réseau wifi à Berlin est, il est vrai, une mesure ponctuelle, mais dont le potentiel d'amplification progressive est considérable et représente à nos yeux, une alternative que nous soutiendrions avec beaucoup plus de ferveur que l'idée de lancer un appel d'offre ou de charger une entreprise de l'installation du réseau. Ensuite, une autre question reste à soulever : quel est l'intérêt d'une entreprise d'installer un réseau wifi gratuit ? Devons-nous en induire un financement indirect par sponsor ou publicité ? Là où le projet de la coalition présente de nombreuses lacunes, nous, Pirates, avons en principe déjà des solutions, solutions par ailleurs, concrètes et à faible coût financier.

Les autres partis reprenant des thèmes propres au parti pirates, tels que l'Internet, le Wifi gratuit, etc ; ne craignez-vous pas de perdre de votre pertinence ?

Non, ces questions relèvent d'un contenu programmatique et nous nous réjouissons de voir que ces thèmes sont repris par d'autres. Nous nous distinguons des autres partis par notre méthode de travail, par le développement singulier de nos positions et de nos contenus ou encore par le décroisement permettant aux citoyens de se faire entendre à plus haut niveau et plus rapidement, ce que les autres partis ne peuvent reproduire d'aussi tôt. C'est pour ces diverses raisons que le parti pirate est et reste un parti pertinent.

Enfin, dernière question : Le parti pirate se laisse décrire comme un parti anti-hiérarchique. Vous, en tant que président de la fraction du parti pirate, n'occupez-vous pas une position particulière ?

Oui, en effet, c'est intéressant. Je dois tout d'abord signaler que je suis donc le président de la fraction du parti pirate ici, à la chambre des députés. Nous avons encore 12 autres fractions à Berlin ainsi que la fédération régionale à la tête desquelles se trouvent également des présidents. Je ne suis donc pas le seul président à Berlin. La direction du parti pirate, que ce soit celle de la fraction ou de la fédération régionale doit organiser tout ce qui a trait au formel et doit veiller à ce que le travail de fond puisse se dérouler correctement. Parfois, on compare ce genre d'activités à celles d'un concierge et à vrai dire, il y a là certainement une once de vérité. Contrairement aux présidents d'autres fractions, je ne vais effectivement pas entrer et dire : „Bon, maintenant nous faisons cela“ et obtenir l'aquiescement de tous et toutes parce qu'ils aimeraient aussi éventuellement un jour devenir président. Au sein du parti pirate, cela

fonctionne différemment. Chacun peut exprimer ses idées et c'est aussi une raison pour laquelle notre image publique est quelque peu diffuse. Néanmoins, on peut alors se diriger vers le président pour toute clarification, comme je le fais maintenant. Mais, en somme, la position du président, chez les pirates n'est pas aussi significative que dans d'autres partis ou fractions.

Merci pour cet entretien.

Berlin, le 16 Janvier 2012